

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.431

22 septembre 1997

(97-3851)

## Comité des obstacles techniques au commerce

### NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de la justice L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Equipement utilisé pour gérer la participation, tirer les prix et déterminer les gagnants des loteries de numéros de compte en banque/banque de virements
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Décision relative à la délivrance des licences pour l'organisation de loteries de numéros de compte en banque/banque de virements (Décision sur les loteries de numéros de compte en banque/banque de virements) - Disponible en anglais
6.	<p>Teneur: L'article premier de la Loi sur les paris et les jeux interdit l'organisation de jeux d'argent sauf si une licence a été délivrée à cette fin. L'article 3 de cette même loi dispose qu'une licence peut être accordée si les recettes sont utilisées dans l'intérêt général. L'article 6 dispose que des règles plus détaillées peuvent être énoncées dans un règlement d'application pour des dispositions qui seraient liées à la délivrance d'une licence pour jeux d'argent au titre de l'article 3. Ces règles sont énoncées dans le Décret concernant les paris et les jeux. La Décision relative à la délivrance des licences pour l'organisation de loteries de numéros de compte en banque/banque de virements réglemente l'attribution des responsabilités dans l'organisation d'une loterie de ce type, le jeu lui-même et l'utilisation des recettes dans l'intérêt général.</p> <p>Selon le gouvernement néerlandais, le projet de décision mentionné au point 5 semble renfermer des dispositions techniques au sens de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Une liste indicative de ces dispositions techniques est donnée ci-après.</p>

<p>L'article 11 de la Décision sur les loteries de numéros de compte en banque/banque de virements dispose que les processus mécaniques, électriques et électroniques utilisés pour gérer la participation, tirer les prix et déterminer les gagnants d'une loterie instantanée doivent suivre la procédure de licence mentionnée ci-avant et être inspectés périodiquement par un expert ou un organisme indépendant désigné par le ministre. Il n'est pas spécifié d'exigence en matière de licence. Le type d'équipement utilisé n'entre pas en ligne de compte tant qu'il est garanti que l'équipement fonctionne d'une manière aléatoire.</p>
<p>7. Objectif et justification: Dans la mesure où cette décision implique des obstacles techniques au commerce, ceux-ci sont justifiés afin de protéger les joueurs contre les fraudes et les abus (maintien de l'ordre public et protection des consommateurs) et contre une pratique du jeu en question excessive ou de nature à causer des problèmes (santé publique).</p> <p>Etant donné que les dispositions techniques en question n'entravent pas le commerce d'un produit mais en limitent l'utilisation, une disposition relative à la reconnaissance mutuelle n'est pas jugée nécessaire. De fait, il n'est énoncé aucune prescription en rapport avec le commerce de l'équipement, et c'est seulement quand celui-ci est utilisé pour le tirage des prix qu'un contrôle est effectué pour garantir le caractère aléatoire de ce processus.</p>
<p>8. Documents pertinents: Les textes ci-après sont importants pour l'évaluation du projet notifié:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Articles premier t/m et 6 de la Loi sur les paris et les jeux</li> <li>- Articles 2 et 5 du Décret concernant les paris et les jeux.</li> </ul>
<p>9. Date projetée pour l'adoption: 1er novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 2 novembre 1997</p>
<p>10. Date limite pour la présentation des observations: 31 octobre 1997</p> <p>Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.</p>
<p>11. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme:</p>